lls veulent qu’on achète des voitures électriques mais ne construisent pas les 10 réacteurs nécessaires

écrit par Christine Tasin | 6 janvier 2023

Un ouvrier contrôle une ligne de production de canettes de boissons gazeuses dans l'usine Ball Packaging de Bierne, dans le nord de la France, en décembre 2022.

COÛTS DE L’ÉNERGIE

Industrie : chronique d’un crash annoncé (mais rassurez-vous, le gouvernement veut réindustrialiser la France en vert et par la loi)

Bien plus qu’une vertueuse sobriété énergétique, les derniers chiffres sur la baisse de la consommation d’électricité révèlent l’ampleur de la catastrophe qui se déploiera si le gouvernement n’agit pas à la hauteur des enjeux.

Un ouvrier contrôle une ligne de production de canettes de boissons gazeuses dans l'usine Ball Packaging de Bierne, dans le nord de la France, en décembre 2022.

COÛTS DE L'ÉNERGIE

Industrie : chronique d'un crash annoncé (mais rassurez-vous, le gouvernement veut réindustrialiser la France en vert et par la loi)

Bien plus qu'une vertueuse sobriété énergétique, les derniers chiffres sur la baisse de la consommation d'électricité révèlent l'ampleur de la catastrophe qui se déploiera si le gouvernement n'agit pas à la hauteur des enjeux.

Thierry Bros et Loïk Le Floch-Prigent

Atlantico : La baisse de la consommation électrique de la grande industrie devient inquiétante puisqu'elle s'accélère à près de 18% sur les 30 derniers jours. Comment l'expliquer ? La stratégie du gouvernement, s'il y en a une, est-elle vouée à l'échec ?

Thierry Bros : Au prix de l'énergie aujourd'hui, les industriels ne permettent plus de dégager des bénéfices. Si on veut réindustrialiser l'Europe, il faut une énergie abondante, bon marché et décarbonée, mais elle n'existe pas. La transition énergétique sera une transition vers beaucoup plus d'électricité, donc si demain vous changez toutes les voitures thermiques en voitures électriques, il nous faut un parc nucléaire de dix réacteurs supplémentaires. On demande aux Français d'acheter une voiture électrique, mais rien ne bouge du côté de la construction des réacteurs. La promesse

d’Emmanuel Macron de construire six réacteurs nucléaires reste une promesse pour le moment car elle a déjà été faite il y a un an. Dans la loi, on doit toujours procéder au démantèlement de 14 réacteurs. Ceux qui avaient les scenarii de la sobriété heureuse avaient en réalité un agenda caché avec la décroissance qui allait logiquement en découler.

Loïk Le Floch-Prigent : Il est difficile d’interpréter des chiffres qui intègrent la période de la trêve des confiseurs, période utilisée souvent pour l’inventaire et la maintenance. Cependant, il est clair que les appels à la sobriété ont souvent été entendus comme des encouragements , pour ceux qui le pouvaient, à produire en dehors de France. Il n’y avait là aucune « stratégie », tout juste une volonté d’ouvrir un parapluie pour préparer une non responsabilité en cas de pénurie. Tout cela est dérisoire, ce qu’attendent les industriels c’est une annonce des actes qui conduiraient à disposer de nouveau d’une énergie abondante et bon marché et les dérèglements des prix actuels de l’électricité les effraient. Nous verrons à la fin du mois de Janvier si la production et donc la consommation repartent, ce serait une bonne nouvelle !

Dans la suite de l’entretien, les 2 invités démontent les mensonges et manipulations de Macron : *Bruno Le Maire a affirmé : « Une de mes priorités pour 2023, c’est d’accélérer la création de sites industriels en France. Cette industrie doit être verte. Je proposerai prochainement un projet de loi sur le sujet. » Comment appréhender cette promesse à l’aune de la crise actuelle ?*
La réponse de Thierry Bros est claire : *Ca n’a aucun sens. Il faut faire en sorte que celle qui est là aujourd’hui puisse survivre, cela serait déjà pas mal. Dès 2021, on voyait poindre la crise énergétique, mais rien n’avait été fait.*
Et celle de Le Floch-Prigent met les pieds dans le plat. *Ce que l’on demande aux industriels est contre-productif, tout simplement : Les bureaucraties elles retardent, soupçonnent, puis contestent les décisions des industriels tandis que partout les contrôles conduisent à mises en demeure et*

demandes d'investissements « verts » démesurés. Ce qui est fait dans la plupart des pays en quelques semaines prend en France des mois et des années. […] La seule décision prise a été de préparer une loi pour accélérer la construction des éoliennes en mer qui sont parfaitement inutiles dans les années à venir pour sécuriser l'approvisionnement électrique national !
Loïk Le Floch-Prigent : « En tant qu'ancien patron de GDF, je peux vous le dire, le plan du gouvernement face au risque de coupures d'électricité n'en est pas un »
Le moins que l'on puisse dire est que Le Floch-Prigent est lucide… et pessimiste :

Avec le « quoi qu'il en coûte » les faillites ont diminué, on va donc connaître une sorte de rattrapage, et une multiplication de celles-ci. Encore faut-il bien distinguer les extinctions inéluctables de celles qui sont le résultat des récents évènements alors qu'il n'y a pas d'erreurs de gestion ni de manque d'innovation. Les chiffres sont trompeurs si on ne regarde pas dans le détail, et ces détails nous échappent aujourd'hui, sauf que, chacun dans nos régions, nous observons une lassitude de beaucoup de chefs d'entreprises devant les difficultés actuelles et les tracasseries administratives qui s'accumulent. Des chefs d'entreprises qui ont bâti leur société et qui ont réussi, n'ont pas envie que leurs enfants poursuivent l'activité, considérant que c'est trop dur, pas suffisamment rémunérateur… Beaucoup de faillites en 2023 ? Surement ! Beaucoup de ventes d'entreprises aussi, beaucoup de départs, et la facture énergétique est un accélérateur injuste de ce phénomène.

Les 2 intervenants sont d'accord pour dénoncer le coût énorme, insupportable de la « transition énergétique ».
Pour en savoir plus, lire tout l'article sur Atlantico